

INTRODUCTION

Nos idéaux politiques semblent bien mal en point. Que sont devenus les grands récits de la liberté et du progrès ? Où sont les promesses du socialisme égalitaire et de l'accomplissement communiste de l'histoire ? Quel brouillard a avalé nos horizons ?

Ce sont probablement les certitudes "de gauche" qui ont le plus souffert au cours du dernier demi-siècle : affaiblissement du projet socialiste, échec radical des révolutions du xx^e siècle. Où est la faute ? Dans le rêve impossible d'une maîtrise de l'économie ? Dans une vision simpliste des antagonismes et des rapports sociaux ? Dans le projet utopique d'une transformation des êtres humains ?

Mais le projet éthique et social du libéralisme a subi les mêmes revers et connu la même débâcle : où sont les idéaux de l'égalisation des chances, de la libre réalisation de soi, du libre choix par chacun de sa vie, alors que s'installe durablement l'héritage écrasant des inégalités et la pesanteur des origines sociales ? Où est la faute ? Dans l'aristocratique privilège de la liberté ? Dans la résistance à la régulation de la sphère *privée* de l'économie ? Dans l'obsession de l'individu et le déni du déterminisme social ?

The Times They Are A-Changin', comme dit une célèbre chanson. Et les temps changent vite. Dans la vieille Europe et ailleurs, l'humeur populaire s'assombrit, la démocratie représentative suscite une profonde défiance, les "élites" sont massivement déconsidérées. La pensée vacille et les opinions s'abandonnent volontiers au brutal simplisme des extrêmes ou à la molle lassitude de l'abandon et du repli sur soi.

Cela n'a rien d'étonnant : l'*intérêt général*, objet démocratique par excellence, est pétri d'ambitions rivales et d'intérêts contradictoires. Comment définir un projet social partagé ? Les institutions représentatives de la masse des citoyens sont-elles capables d'harmoniser au mieux – ou de réduire au moindre mal – les conflictuelles mais indispensables interactions sociales ? D'où la suspicion délétère qui corrode bien des démocraties contemporaines : les institutions politiques et les options qu'elles privilégient tendent-elles vraiment au bien public, à l'intérêt général, ou ne sont-elles qu'une ruse des volontés de puissance et le fruit déguisé d'une insatiable passion d'accumulation et de domination ? Et c'est dans cette problématique éminemment suspicieuse et conflictuelle que s'inscrit le débat écologique...

Nous avons sérieusement besoin de faire le point. Une réflexion sérieuse, c'est une épreuve à laquelle nous acceptons de soumettre nos convictions, un questionnement critique du fondement de nos opinions ; c'est donc aussi, nécessairement, une confrontation avec les pensées dont, trop souvent, nous n'acceptons *a priori* ni les analyses ni les conclusions.

Or, sauf rares exceptions – celles précisément qui font date dans l'histoire de la pensée – nous n'inventons pas nos idées politiques, nous ne créons pas de toutes pièces nos représentations sociales. Nous en empruntons, que nous en ayons ou non conscience, les mots et les matériaux aux œuvres de ceux qui ont construit les *théories* et les représentations sociales qui façonnent aujourd'hui encore l'essentiel de nos appartenances et de nos convictions, de nos engagements ou de nos révoltes.

D'où l'intérêt d'une révision générale – et parfois d'une découverte – de ces textes fondateurs qui inspirent puissamment, aujourd'hui comme hier, les représentations que nous construisons de nous-mêmes, des autres et du monde.

Cependant, le projet de ce livre n'est pas celui d'une histoire des idées politiques au sens habituel du terme. On n'y trouvera ni exposé synthétique, ni analyse critique des théories et des doctrines. Son objet est autre : approcher au plus près, page à page, au ras du texte, les œuvres mêmes qui ont *inventé* et façonné, sinon le monde qui est le nôtre, du moins les *représentations* à travers lesquelles nous le pensons et l'interprétons.

Nous allons donc lire les textes qui constituent à la fois le socle et l'ossature profonde de nos représentations politiques et sociales, les textes de ces auteurs fameux, si souvent invoqués mais que, faute de temps ou de motivation, nous n'avons, pour la plupart d'entre nous, que fort peu pratiqués...

On ne sera pas étonné de constater que tout gravite autour de la Révolution française, cette tempête sociale sans exemple qui a bouleversé – le mot est faible – non seulement la France mais l'Europe entière. 1789-1799, c'est une décennie d'événements stupéfiants pour ceux-là mêmes qui les ont vécus, prodigieusement exaltants ou tragiquement traumatisants, aussi imprévisibles dans leur déroulement que dans leur issue, glorieux ou infâmes, jamais indifférents. On peut accoler à cette décennie les adjectifs les plus contradictoires. Rien de semblable ne s'était jamais produit : ni la *Glorious Revolution* anglaise de 1688-89 (on le verra avec Edmund Burke), ni l'institution des États-Unis d'Amérique (on l'analysera avec Tocqueville), n'en proposent le modèle. La Révolution française *invente* un avenir pour l'humanité. Les conséquences de cette décennie n'en finissent pas de peser sur la marche du monde.

Les répliques du séisme révolutionnaire secouent l'Europe tout au long du XIX^e siècle. Penser la politique, c'est alors, en France comme ailleurs, se confronter à la lourde incidence de cette Révolution sur un avenir incertain. Avenir d'autant plus imprévisible que survient alors une mutation économique et sociale d'une ampleur inouïe, qui va transformer en un siècle des sociétés agricoles et artisanales en sociétés industrielles et commerciales. C'est un monde nouveau qui advient, dans la douleur pour beaucoup : déplacements de populations, croissance urbaine incontrôlée, réorganisation brutale du travail, radicalisation des antagonismes sociaux. Une classe de gagnants, une classe de perdants : c'est l'entrée en scène de la bourgeoisie et du prolétariat.

Or, tout cela se vit et se pense sous l'emprise obsessionnelle d'un héritage révolutionnaire dont la lecture est loin d'être unanime.

L'égalité *formelle* des droits, protestent les uns, n'est qu'un leurre, une pure abstraction, tant que la propriété « inviolable et sacrée » consacre, protège et accroît au fil des générations les inégalités *de fait*. Où sont les droits de ceux qui n'ont rien ? La révolution n'est pas achevée ! Souveraineté populaire ! Socialisation de la propriété !

Mais la souveraineté populaire, protestent les autres, ne conduit-elle pas inévitablement à la dictature ignorante et brutale d'une majorité inculte et irresponsable ?

De terribles menaces pèsent alors sur la liberté, la sûreté et la propriété. Le souvenir de la Terreur hante le siècle. La recherche *éclairée* de l'intérêt général exige en effet, à l'évidence, une prudence et des compétences qui font dramatiquement défaut aux masses populaires. Aussi, l'exercice de la souveraineté doit-il être strictement discipliné par le choix judicieux et responsable de ceux qui *représenteront* le peuple et en exprimeront la volonté réfléchie et raisonnée. Débat toujours ouvert, plus que jamais actuel : qui est le peuple souverain ? Au nom de quel *mérite* intègre-t-on l'élite sociale ? Et pourquoi une élite : éclairer ou dominer ?

Il y a enfin, parmi les héritiers de la Révolution, ceux que ne saurait satisfaire aucune adaptation, modération ou correction d'un héritage qu'ils refusent avec horreur. Car tout, pour ces contre-révolutionnaires, y est mauvais, déraisonnable, absurde et criminel : tout doit en être effacé. Une *réaction* radicale est la seule réponse possible à l'aberration révolutionnaire ; une réaction, c'est-à-dire un retour aux institutions et au sage équilibre social qu'une longue tradition avait patiemment mis en œuvre au cours des siècles glorieux de notre longue histoire. Proclamer l'égalité des droits alors que les hommes n'ont que des devoirs, alors que la nature les crée inégaux, est une absurdité totale, un *artifice* criminel et destructeur de toute stabilité, paix et prospérité.

C'est de ces antagonismes puissants que procèdent, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les idées et les doctrines qui structurent profondément, aujourd'hui encore, l'espace politique dans lequel s'inscrivent nos appartenances et nos convictions. Et c'est encore et toujours cet héritage post-révolutionnaire, puissamment réactivé par une croissance mondiale des inégalités, qui structure le débat écologique dans sa très conflictuelle dimension politique et sociale.

Cependant, avant de parcourir les œuvres qui ont tracé, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les lignes de force et de partage de nos représentations sociales et de nos projets politiques, il ne serait pas inutile de faire retour à quelques ouvrages fondateurs des XVII^e et XVIII^e siècles qui ont puissamment contribué à l'*invention* du concept moderne de *société politique*, c'est-à-dire d'une société dont les institutions régulatrices et ordonnatrices seront fondées, non sur l'ancienneté prétendument respectable de telle ou telle tradition ou sur les impératifs toujours discutables de telle ou telle révélation religieuse, mais sur la seule analyse *rationnelle* de ce que *sont* réellement les êtres humains, de ce qu'est leur *nature* véritable telle qu'elle s'inscrit dans leurs comportements contradictoires, rationnels *et* passionnels. D'où un premier chapitre consacré aux défis lancés à la philosophie politique *moderne* par les violences inouïes qui dévastent l'Europe aux XVI^e et XVII^e siècles : guerres civiles de religion, terrible et interminable Guerre de Trente Ans. Comment venir à bout de la folie des hommes ? Sur quel fondement penser et construire les institutions capables de garantir la paix au sein des sociétés civiles ? Puis on découvrira dans les deux chapitres suivants l'élaboration décisive de deux concepts majeurs qui seront, tout au long des siècles suivants, au centre des débats : les *droits humains* et la *souveraineté populaire*.

Le contenu de ces trois premiers chapitres risque de paraître à certains lecteurs très éloigné de nos préoccupations contemporaines. Mais il n'en est rien, bien au

contraire, car c'est alors que s'inventent et se construisent les fondements théoriques sur lesquels les siècles à venir élèveront leurs propres constructions idéologiques, qui sont encore les nôtres. La philosophie politique, c'est alors et d'abord, contre toutes les traditions qui asservissent les êtres humains, l'invention du grand récit *moderne* de l'origine et de la finalité des sociétés politiques. Les "modernes" ne sont plus sur terre pour gagner le ciel après une vie de soumission aux injonctions des textes sacrés et aux autorités de droit divin ; l'avenir auquel ils aspirent désormais, c'est de jouir ici et maintenant du maximum de sécurité et de liberté (on osera même parler de *bonheur* au XVIII^e siècle) auquel la *nature* leur permet de prétendre et qu'ils sont en droit d'exiger. D'où la question cruciale : qui t'a fait roi ? Et bien d'autres encore : dans quel but, au nom de quel(s) intérêt(s) les êtres humains se sont-ils constitués en sociétés politiques ? Quelle finalité et quelle étendue ont-ils assigné – ou auraient-ils dû assigner – au pouvoir souverain ? L'inégalité des conditions sociales est-elle un fait de *nature* ou d'*institution* ? La propriété *privée* de la terre et des richesses accumulées de génération en génération procède-t-elle vraiment d'un droit de *nature*, ou n'est-elle au contraire que la perverse consécration d'une usurpation habilement travestie et soigneusement entretenue ? Tout doit être mis à plat, tout doit être refondé sous la conduite de la *raison*, avec méthode.

C'est donc sur ce solide fondement que se construiront, se renforceront et parfois s'épuiseront, les grands courants de pensée qui domineront les siècles à venir. Lecture essentielle, donc.

Puis, après un rapide examen des anathèmes contre-révolutionnaires de la pensée réactionnaire, nous parcourons les grands textes qui ponctuent, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, l'évolution de la pensée libérale et la construction du projet socialiste.

Quelques remarques encore. La lecture des pages qui suivent ne nécessite aucun prérequis, aucune connaissance philosophique, politique ou historique préalable. Les textes parcourus et longuement cités sont rapidement présentés ainsi que leurs auteurs, du moins pour ce qu'il est absolument nécessaire d'en savoir. Le contexte historique, toujours déterminant, est lui aussi mis en place, parfois dans le texte lui-même, parfois dans des notes de bas de page pour éviter de rompre la ligne de l'exposé.

Notons enfin qu'il est parfaitement possible de lire les différents chapitres ou parties dans le désordre, sans respecter la succession des temps à laquelle je me suis évidemment astreint. Libre au lecteur de parcourir d'abord les pages traitant de telle ou telle œuvre qu'il aurait envie de retrouver ou de découvrir en priorité, une table des matières analytique permettant d'accéder très facilement au contenu recherché. Cependant, à mon sens, il est infiniment préférable de suivre la marche des idées qui s'interpellent et se répondent, se combattent et s'enrichissent. Car ces textes écrivent aussi l'histoire de leur siècle.

Je me suis efforcé à la plus extrême fidélité, tant à la lettre qu'à l'esprit des œuvres. Mon propos est d'abord de rendre compte, toujours au plus près de textes littéralement

cités le plus souvent et le plus largement possible pour en faire partager les mots et le style, tellement signifiants, tellement éclairants sur les projets et les points de vue. Bien sûr, une absolue neutralité est impossible : on n'est jamais indifférent, surtout quand il s'agit d'idées politiques, au contenu d'une pensée ou à la nature d'un projet. Mais l'honnêteté du compte rendu est impérative, et je m'y suis efforcé. C'est pourquoi le commentaire ou le jugement critique auxquels je n'ai pas toujours pu résister doivent clairement apparaître comme tels. J'espère que ce sera toujours le cas.

Post-scriptum :

J'ai adopté l'orthographe actuelle pour les citations extraites d'ouvrages des xvii^e et xviii^e siècles, ce qui en facilite la lecture sans en altérer le sens.

Quant à la graphie, dans mon propre texte, de mots tels que *révolution*, *république*, *église*, etc. je leur attribue une majuscule lorsqu'ils s'apparentent à un nom propre. Ainsi, s'agissant de notre histoire nationale, l'expression *la Révolution* désigne toujours la période 1789-1799, alors qu'on écrit habituellement, par exemple, *la révolution de 1848*. De même on écrira République française, Première République, République des Provinces-Unies ou encore Église catholique, Église réformée, etc., avec la lettre initiale en majuscule. Notons cependant que je ne me suis pas autorisé à corriger l'usage (très excessif selon nos conventions) des majuscules initiales dans les citations de textes des xvii^e et xviii^e siècles : Nature, Pouvoir Civil, Société Politique, Loi, Raison, etc.